



Le pastoralisme en Mongolie : entre crise des pâturages et réponses par le marché

En Mongolie, les élevages pastoraux (chèvres, moutons, bovins, rennes, chameaux, chevaux) structurent à la fois l'économie rurale et les modes de vie. Ils représentent l'essentiel de l'activité agricole qui pèse pour 10 % du PIB national (World Bank, 2023), et fait vivre 30 % de la population (ILOSTAT, 2025). Un échange entre femmes et hommes pasteurs de Mongolie et du Sénégal montre que, malgré des contextes très différents, les défis liés à la mobilité, à l'accès aux ressources et à leur gestion concertée soulèvent des questions étonnamment communes.

Depuis les années 1990, la transition vers une économie de marché a profondément transformé le pastoralisme mongol. La privatisation du cheptel et la libéralisation des filières ont encouragé les éleveurs et éleveuses à augmenter la taille de leurs troupeaux, en particulier en chèvres, poussés par la demande mondiale de cachemire. Cette stratégie d'accumulation, souvent dictée par la nécessité économique, a contribué à accentuer la pression sur les pâturages déjà fragilisés par les sécheresses, les inondations et les dzuds (hiver extrêmement rigoureux).

Selon l'évaluation nationale réalisée par Densambuu et al.¹ (2018) pour le programme Green Gold (SDC), plus de 65 % des parcours de Mongolie sont dégradés à des degrés divers. Cela provoque baisses de productivité et de qualité des produits (laine, cachemire, viande, lait), et donc baisse des revenus des éleveurs et éleveuses, par ailleurs victimes du contexte inflationniste. Dans un cercle vicieux, ceux-ci compensent les pertes de

revenus en augmentant la taille de leurs troupeaux, donc la pression sur les pâturages. Parallèlement, des services vétérinaires affaiblis peinent à assurer un suivi rigoureux des troupeaux. Dans ce contexte, de nombreux ménages pastoraux continuent d'abandonner l'élevage, et beaucoup de jeunes ne se voient pas poursuivre dans cette voie.

Restaurer la gestion collective des pâturages

Face à ces défis, des initiatives émergent pour repenser avec les éleveurs et éleveuses la gestion des ressources pastorales. L'une des actions majeures repose sur la structuration de collectifs d'éleveurs qui partagent un même territoire et structurent ensemble leur utilisation durable. À travers des outils comme la cartographie participative, l'élaboration de règles de mobilité ou le suivi de l'état des pâturages en lien avec les agents de l'état (photomonitoring), ces groupes tentent de restaurer des formes de gouvernance collective adaptées à la variabilité des milieux.

Ces dispositifs permettent de réintroduire des pratiques de gestion concertée, avec l'appui d'organisations locales comme Green Gold-Mongolia Rangelands Research Center (GG-MRRC) et des ONG internationales comme Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF).

Ces organisations partenaires ont permis à l'éleveur Khurelbaatar et l'éleveuse Bolortuya de se rendre au Sénégal en novembre 2024, où ils ont rencontré leurs pairs, hommes et femmes pasteurs peuls transhumants. Malgré la barrière de la langue (jusqu'à 4 traductions en cascade!), les échanges² sont rapidement devenus techniques et l'une des discussions centrales a été la gestion de l'accès à la ressource. Malgré les différences de contexte (au Sénégal, du fait de la densité rurale, les conflits avec les agriculteurs sont un vrai sujet) les Mongols ont particulièrement apprécié les outils de concertation sur la gestion des ressources et l'accueil des transhumants mis en place au Sénégal, tels que les Unités Pastorales.

Mieux valoriser les productions pastorales pour des pratiques durables

Parallèlement, la structuration économique demeure un enjeu clé. Si la Mongolie dispose d'une longue tradition coopérative, les organisations de producteurs et productrices peinent aujourd'hui à jouer pleinement leur rôle. Dans un secteur dominé par des filières longues et peu régulées, et face à des conditions d'éloignement des centres de transformation, les éleveurs et éleveuses sont en position de faiblesse.

C'est dans ce contexte qu'AVSF et GG-MRRC accompagnent le développement de filières qui permettent de mieux valoriser les productions pastorales tout en incitant à des pratiques durables. L'un des leviers consiste à renforcer les coopératives d'éleveurs et éleveuses pour améliorer la qualité des produits, leurs outils de traçabilité et leurs capacités de gestion, tout en garantissant de meilleures conditions commerciales (contrats sur la durée, rémunération décente, prime à la qualité, préfinancement). À cela s'ajoutent des initiatives de certification et de normes nationales (standard Responsable Nomads), visant à démontrer qu'un élevage plus durable permet de mieux préserver les pâturages. Ces démarches, construites de manière participative avec les différents maillons de la filière, ambitionnent de peser face aux initiatives des industriels cherchant à sécuriser leurs approvisionnements sans réellement proposer de réponses aux enjeux de durabilité et de rémunération décente auxquels font face les éleveurs et éleveuses.

La crédibilité du système de certification dépend de sa capacité à démontrer l'effet des changements de pratiques sur l'état des pâturages. Plusieurs systèmes de suivi ont été expérimentés et mis en place par une variété d'acteurs, mais à ce stade, aucun d'entre eux ne permet réellement de démontrer, en



Rencontre entre éleveurs et éleveuses Peuls et Mongols organisée par AVSF dans le Ferlo, au Sénégal, en novembre 2024.

AVSF

temps réel, la réduction de la pression sur les pâturages ni de prouver qu'elle résulte d'un changement de pratiques, compte tenu du rôle joué par les changements climatiques. C'est une demande pressante des acheteurs engagés, car les méthodes actuelles ne sont appliquées qu'à une surface de parcours trop restreinte pour permettre de tirer des conclusions valables à l'échelle de vastes territoires.

Ces approches restent confrontées à de nombreux défis. La variabilité intrinsèque des systèmes pastoraux rend difficile l'homogénéisation de la qualité des produits. Les coopératives manquent de ressources pour préfinancer les campagnes, investir dans des infrastructures ou recruter des ressources humaines compétentes. La réussite de ces stratégies dépend largement de la mobilisation de l'aval des filières : transformateurs, marques et consommateurs doivent reconnaître la valeur des produits durables et accepter d'en payer le prix.

Le défi est donc double : créer des incitations économiques crédibles et renforcer les cadres collectifs de gestion des ressources. Cela implique de mieux articuler politiques publiques, organisations d'éleveurs et éleveuses et acteurs du marché. En effet, l'État est peu présent pour réguler l'utilisation

des parcours, et il est relativement démuné pour proposer des mécanismes d'appui au développement d'un élevage pastoral plus résilient. Malgré tout, le pastoralisme demeure identitaire pour la Mongolie, et l'État ne cherche pas à en limiter la pratique, ce qui, au regard d'autres régions du monde, est un atout considérable pour espérer identifier et mettre en œuvre collectivement des solutions pour demain.

L'expérience mongole souligne ainsi l'importance de combiner gouvernance des ressources et valorisation économique des productions. Elle montre aussi que les solutions ne peuvent être uniquement techniques : elles doivent intégrer les dynamiques sociales, institutionnelles et marchandes qui structurent le pastoralisme. À ce titre, les parallèles avec d'autres régions pastorales, notamment le Sahel, ouvrent des perspectives de dialogue et d'apprentissage croisé sur les conditions d'une transition durable. ■

Manon Lelarge



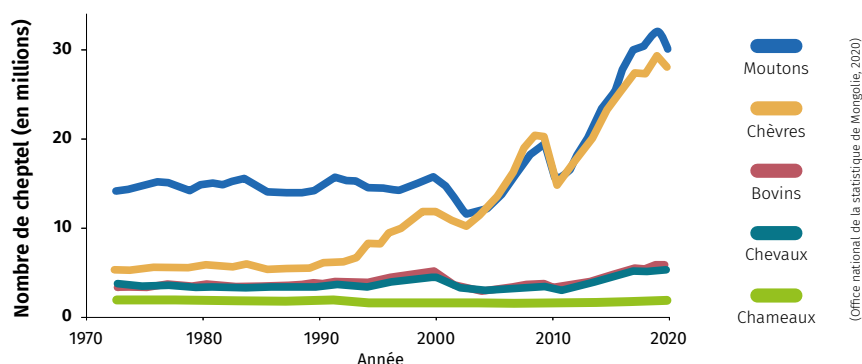
Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF)

Burmaa Dashbal



Green-Gold Mongolian Rangelands Research Center (GG-MRRC)

Nombre de cheptel en Mongolie



¹ Densambuu, B., Sainnemekh, S., Bestelmeyer, B., Ulambayar, B., 2018. National report on the rangeland health of Mongolia: Second assessment. Green Gold ; Animal Health Project, SDC, Ulaanbaatar

² Voir leur témoignage : <https://youtu.be/myiyoIbtmGI>